

Situation Mensuelle de l'Etat



Novembre 2013



 DIRECTION GÉNÉRALE DES
FINANCES PUBLIQUES

Synthèse	2
Faits marquants	2
Focus sur l'actualité	4
Chiffres clés	5
Solde d'exécution budgétaire	6
Dépenses	7
Dépenses du budget général par titres et catégories	7
Dépenses du budget général par missions et programmes	8
Recettes	12
Recettes fiscales du budget général	12
Recettes non fiscales du budget général	14
Prélèvements sur recettes de l'Etat et fonds de concours	16
Opérations des comptes spéciaux	17
Données patrimoniales	18
Correspondants du Trésor et personnes habilitées	18
Dettes financières de l'Etat	19
Notes méthodologiques	20



Solde d'exécution budgétaire de l'exercice (hors FMI) : -86,98 Md €

Le solde d'exécution budgétaire à fin novembre 2013 s'élève à -86,98 Md € contre -103,29 Md € à fin novembre 2012 à périmètre constant. Cette variation s'explique essentiellement par la hausse

des recettes (+10,93 Md €) et l'amélioration du solde des comptes spéciaux (+4,57 Md €). Les dépenses sont en légère baisse par rapport à l'an dernier (-0,82 Md €).

Dépenses du budget général (nettes de R et D*) : 278,12 Md €

Les principales dépenses du mois

✓ Mission **Enseignement scolaire** : 5,57 Md € imputables essentiellement à l'Enseignement scolaire public des premier et second degrés ;

✓ Mission **Défense** : 2,78 Md € dont 1,78 Md € pour le programme « Préparation et emploi des forces » ;

✓ Mission **Recherche et enseignement supérieur** : 2,13 Md € dont 0,86 Md € au titre du programme « Recherches scientifiques et technologies pluridisciplinaires » ;

✓ Mission **Sécurité** : 1,46 Md € partagé essentiellement entre les programmes « Police nationale » à hauteur de 0,80 Md € et « Gendarmerie nationale » pour 0,65 Md €.

Les dépenses nettes à fin novembre 2013 s'élèvent à 278,12 Md € contre 278,94 Md € à fin novembre 2012 à périmètre constant. Cette évolution résulte à la fois de la baisse conjuguée des dépenses d'intervention (-2,80 Md €), d'investissement (-1,30 Md €) et des charges de la dette (-1,05 Md €)

en partie compensée par la hausse des dépenses de fonctionnement (+2,19 Md € dont 1,62 Md € d'augmentation de capital de la Banque européenne d'investissement) et des dépenses de personnel (+1,98 Md € dont +2,46 Md € de cotisations et contributions sociales).

Recettes du budget général (nettes de R et D*) : 193,08 Md €

Les principales recettes du mois (nettes de R et D*)

TVA : 12,15 Md € ;

Impôt sur le revenu : 5,33 Md € ;

Enregistrement, timbre, autres contributions et taxes indirectes : 1,52 Md € dont 0,62 Md € de mutations à titre gratuit par décès ;

Taxe intérieure de consommation sur les produits énergétiques : 1,11 Md € ;

Prélèvements sur les recettes de l'Etat au profit des collectivités territoriales : -5,69 Md €.



Recettes fiscales (nettes de R et D*) : 252,45 Md €

Elles s'élevaient à 236,71 Md € à périmètre constant à fin novembre 2012, soit une augmentation de 15,75 Md €. Cette hausse concerne notamment l'IR (+6,98 Md €) et l'IS (+5,16 Md €). En outre, on constate la hausse de la TVA (+2,72 Md €) et de la contribution sociale sur les bénéfices des sociétés (+1,04 Md €).

On note également l'augmentation des recettes diverses (+2,62 Md €) notamment en raison des

créations de la contribution additionnelle à l'IS sur les montants de dividendes distribués (+1,69 Md €) et de la contribution complémentaire à la taxe exceptionnelle sur la réserve de capitalisation des entreprises d'assurance (+0,89 Md €).

Par ailleurs, les recettes de retenues à la source et prélèvements sur les revenus de capitaux mobiliers et le prélèvement sur les bons anonymes baissent de 2,30 Md € sur un an.

Recettes non fiscales : 9,54 Md €

Les recettes non fiscales à fin novembre 2013 s'élèvent à 9,54 Md € contre 10,88 Md € en 2012 à périmètre constant. Cet écart s'explique principalement par la baisse des redevances d'usage des fréquences radioélectriques de 1,50 Md € (recette exceptionnelle en 2012 relative à la

procédure d'attribution d'autorisations d'utilisation de fréquences dans la bande 800 MHz en France métropolitaine) partiellement compensée par la hausse des dividendes et recettes assimilées (+1,03 Md €).

Prélèvements sur les recettes de l'Etat : -72,17 Md €

Les prélèvements sur les recettes de l'Etat s'élèvent à -72,17 Md € à fin novembre 2013 contre -68,71 Md € à fin novembre 2012. Cette évolution est

surtout imputable à la hausse des prélèvements au profit de l'Union européenne de 2,90 Md €.

Solde des comptes spéciaux (hors FMI) : -1,93 Md €

Les principales évolutions du mois (hors CAS « Pensions »)

Le compte « **Avances aux collectivités territoriales** » enregistre des dépenses pour 7,75 Md € et des recettes pour 10,19 Md € (notamment dus à l'échéance de taxe d'habitation au 15 novembre). Le compte « **Avances à l'audiovisuel public** » laisse apparaître des recettes de 1,08 Md € correspondant à l'échéance de

contribution à l'audiovisuel public au 15 novembre. Le compte « **Avances aux organismes de sécurité sociale** » enregistre des dépenses pour 0,82 Md € correspondant au versement d'avances à l'ACOSS et 0,82 Md € de recettes au titre de l'abondement relatif à la fraction de TVA affectée aux organismes sociaux.

Au 30 novembre 2013, le solde des comptes spéciaux s'établit à -1,93 Md € contre -6,50 Md € en novembre 2012. Cette variation s'explique notamment par l'amélioration des soldes des comptes d'affectation spéciale (+1,77 Md €) et des comptes de concours financiers (+2,76 Md €) par rapport à l'exercice précédent.

Dette financière de l'Etat au 30 novembre : 1 462,41 Md €

Les flux nets positifs enregistrés, depuis le début de l'année, concernent les OAT (émissions nettes de 112,34 Md €) et les BTF (émissions nettes de

12,55 Md €). Le montant des BTAN a diminué de 53,22 Md € depuis le début de l'exercice.



☞ Fonds de concours

La ligne « **Fonds de concours** » comporte deux dispositifs d'affectation budgétaire de recettes :

- les fonds de concours à proprement dit, sont constitués, selon l'article 17 de la Loi organique relative à la loi de finances (LOLF) du 1^{er} août 2001, des fonds à caractère non fiscal versés pour concourir à des dépenses d'intérêt public ainsi que par les produits de legs et donations attribués à l'Etat.

- les attributions de produits qui sont destinées à recueillir les recettes tirées de la rémunération de prestations régulièrement fournies par un service de l'Etat.

Les fonds de concours sont directement portés en recette au budget général, au budget annexe ou au compte spécial considéré et un crédit supplémentaire de même montant est ouvert par arrêté du ministre chargé des finances sur le programme ou la dotation concernée. Ces règles sont également applicables aux attributions de produits. Les crédits ouverts dans le cadre de cette procédure, sont affectés au service concerné.

En exécution, l'emploi des fonds de concours doit être conforme à l'intention de la partie versante ou du donateur. Dans ce dispositif, la partie versante est une personne morale ou physique distincte de l'Etat : collectivité publique étrangère, collectivité territoriale, établissement public, organisme ou particulier.

Aux termes de la LOLF, les recettes attendues de fonds de concours et d'attributions de produits font obligatoirement l'objet d'une prévision et d'une évaluation figurant dans les annexes du projet de loi de finances. Les écarts constatés entre les estimations et les réalisations sont présentés dans les annexes du projet de loi de règlement.

En loi de finance initiale, les fonds de concours ont été évalués à 3,32 Md €. A fin novembre 2013, le montant des fonds de concours comptabilisé s'élève à 3,26 Md € répartis en fonds de concours ordinaires pour 2,92 Md € et en fonds de concours de coopération internationale (comprenant notamment les fonds structurels européens) pour 0,34 Md €.



	Mois	Cumul à fin novembre		Renvoi Page
	Novembre	2013	2012 retraité 2012 exécuté	
unité : million d'€.				
DONNEES BUDGETAIRES				
Solde d'exécution budgétaire de l'exercice (hors FMI)	-935	-86 983	-103 291 -103 366	6
Dépenses du budget général (nettes de R et D)	18 222	278 124	278 941 278 934	6
Recettes du budget général (nettes de R et D)	14 249	193 075	182 149 182 067	6
Principales recettes fiscales (nettes de R et D)				
- IR	5 332	63 322	56 346 56 346	
- IS *	226	34 193	29 035 26 582	
- TVA	12 148	124 416	121 696 121 694	
Solde des comptes spéciaux (hors FMI)	3 038	-1 934	-6 499 -6 499	17
DONNEES PATRIMONIALES				
Correspondants du Trésor et personnes habilitées	-619	92 940		18
Dette financière de l'Etat	12 936	1 462 412		19

* hors contribution sociale sur les bénéfices des sociétés



	Mois	Cumul à fin novembre		
	Novembre	2013	2012 retraité	2012 exécuté
unité : million d'€.				
Dépenses nettes du budget général				
Dotations des pouvoirs publics	0	991	998	998
Dépenses de personnel	9 956	110 523	108 541	108 879
Dépenses de fonctionnement	3 853	52 485	50 292	49 923
Charges de la dette de l'Etat	142	44 687	45 733	45 733
Dépenses d'investissement	601	9 280	10 583	10 576
Dépenses d'intervention	3 632	58 779	61 582	61 613
Dépenses d'opérations financières	38	1 379	1 212	1 212
Total des dépenses (nettes de R et D) (I)	18 222	278 124	278 941	278 934
Recettes nettes du budget général				
Recettes fiscales	20 097	252 452	236 706	236 116
Recettes non fiscales	468	9 538	10 878	11 386
Prélèvements sur recettes	-6 553	-72 170	-68 714	-68 714
Fonds de concours	237	3 255	3 279	3 279
Total des recettes (nettes de R et D) (II)	14 249	193 075	182 149	182 067
Total des recettes (nettes de R et D, prélèvements sur recettes)	20 802	265 245	250 863	250 781
SOLDE DU BUDGET GENERAL (III = II - I)	-3 972	-85 049	-96 792	-96 867
Comptes spéciaux				
Solde des comptes d'affectation spéciale	-413	2 268	497	497
Solde des comptes de concours financiers	3 187	-4 393	-7 153	-7 153
Solde des comptes de commerce	273	165	95	95
Solde des comptes d'opérations monétaires	-355	-463	-223	-223
SOLDE DES COMPTES SPECIAUX (hors FMI) (IV)	3 038	-1 934	-6 499	-6 499
SOLDE D'EXECUTION BUDGETAIRE DE L'EXERCICE (hors FMI) (V = III + IV)	-935	-86 983	-103 291	-103 366



	Mois	Cumul à fin novembre		
	Novembre	2013	2012 retraité	2012 exécuté
unité : million d'€.				
TITRE 2 - DEPENSES DE PERSONNEL	9 956	110 523	108 541	108 879
Rémunérations d'activité	5 822	63 105	63 564	63 694
Cotisations et contributions sociales	4 079	46 701	44 241	44 478
Prestations sociales et allocations diverses	55	717	736	707
AUTRES TITRES	8 266	167 601	170 400	170 055
Titre 1 - Dotations des pouvoirs publics	0	991	998	998
Titre 3 - Dépenses de fonctionnement	3 853	52 485	50 292	49 923
Dépenses de fonctionnement autres que celles de personnel	2 027	27 114	25 519	25 355
Subventions pour charges de service public	1 825	25 371	24 773	24 568
Titre 4 - Charges de la dette de l'Etat	142	44 687	45 733	45 733
Intérêts de la dette financière négociable	0	0	0	0
Intérêts de la dette financière non négociable	0	0	0	0
Charges financières diverses	142	44 687	45 733	45 733
Titre 5 - Dépenses d'investissement	601	9 280	10 583	10 576
Dépenses pour immob. corporelles de l'Etat	495	7 865	9 121	9 117
Dépenses pour immob. incorporelles de l'Etat	107	1 415	1 462	1 459
Titre 6 - Dépenses d'intervention	3 632	58 779	61 582	61 613
Transferts aux ménages	691	22 935	24 036	24 006
Transferts aux entreprises	640	9 516	9 356	9 394
Transferts aux collectivités territoriales	450	6 845	7 187	7 179
Transferts aux autres collectivités	1 847	19 475	20 990	21 021
Appels en garantie	5	8	13	13
Titre 7 - Dépenses d'opérations financières	38	1 379	1 212	1 212
Prêts et avances	0	219	177	177
Dotations en fonds propres	38	540	501	501
Dépenses de participations financières	0	620	534	534
TOTAL DES DEPENSES DU BUDGET GENERAL	18 222	278 124	278 941	278 934



unité : million d'€	Mois de novembre		Cumul à fin novembre 2013		Cumul à fin novembre 2012 retraité
	AE consommées	CP consommés	AE consommées	CP consommés	CP consommés
ACTION EXTERIEURE DE L'ETAT	367	402	2 877	2 822	2 626
Action de la France en Europe et dans le monde	307	302	1 841	1 805	1 554
Diplomatie culturelle et d'influence	39	79	707	695	710
Français à l'étranger et affaires consulaires	21	21	328	323	345
Présidence française du G20 et du G8 (2)	0	0	0	0	17
ADMINISTRATION GENERALE ET TERRITORIALE DE L'ETAT	225	226	2 385	2 360	2 512
Administration territoriale	166	161	1 605	1 573	1 519
Vie politique, culturelle et associative	4	1	150	149	345
Conduite et pilotage des politiques de l'intérieur	55	64	630	638	648
AGRICULTURE, ALIMENTATION, FORÊT ET AFFAIRES RURALES (3)	286	207	3 121	2 948	3 372
Economie et développement durable de l'agriculture et des territoires(3)	157	83	1 716	1 592	1 892
Forêt	8	7	275	241	339
Sécurité et qualité sanitaires de l'alimentation	56	55	472	457	467
Conduite et pilotage des politiques de l'agriculture	65	63	658	658	674
AIDE PUBLIQUE AU DEVELOPPEMENT	375	281	2 180	2 657	2 869
Aide économique et financière au développement	74	33	367	924	1 072
Solidarité à l'égard des pays en développement	301	248	1 812	1 733	1 797
Développement solidaire et migrations (2)	0	0	0	0	0
ANCIENS COMBATTANTS, MEMOIRE ET LIENS AVEC LA NATION	355	51	2 733	2 422	2 670
Liens entre la Nation et son armée	10	9	95	97	103
Reconnaissance et réparation en faveur du monde combattant	336	35	2 544	2 237	2 470
Indemnisation des victimes des persécutions antisémites et des actes de barbarie pendant la Seconde Guerre mondiale	9	7	94	89	97
CONSEIL ET CONTRÔLE DE L'ETAT	64	59	586	559	555
Conseil d'Etat et autres juridictions administratives	46	43	357	334	332
Conseil économique, social et environnemental	0	0	39	39	39
Cour des comptes et autres juridictions financières	18	17	189	186	184
Haut Conseil des finances publiques (1)	0	0	0	0	0
CULTURE	192	253	2 321	2 343	2 419
Patrimoines	77	74	693	675	742
Création	30	82	663	702	719
Transmission des savoirs et démocratisation de la culture	85	96	965	965	958
DEFENSE	3 199	2 775	33 093	36 379	36 647
Environnement et prospective de la politique de défense	286	153	1 594	1 687	1 671
Préparation et emploi des forces	1 914	1 767	21 284	21 823	21 685
Soutien de la politique de la défense	283	270	2 260	2 609	2 913
Equippedement des forces	716	584	7 955	10 261	10 378
DIRECTION DE L'ACTION DU GOUVERNEMENT	98	102	1 372	1 002	1 021
Coordination du travail gouvernemental	44	45	802	434	432
Protection des droits et libertés	8	10	67	74	79
Moyens mutualisés des administrations déconcentrées	45	47	502	494	510
ECOLOGIE, DEVELOPPEMENT ET AMENAGEMENT DURABLES	1 331	769	10 084	9 258	10 007
Infrastructures et services de transports	933	408	5 324	4 563	5 269
Sécurité et circulation routières (4)	0	0	0	0	0
Sécurité et affaires maritimes, pêche et aquaculture (3)	34	23	187	151	169
Météorologie	0	0	211	211	202
Paysages, eau et biodiversité (3)	29	10	226	210	252
Information géographique et cartographique	0	0	94	94	94
Prévention des risques	44	35	219	188	227
Energie, climat et après-mines	4	11	629	620	631
Conduite et pilotage des politiques de l'écologie, de l'énergie, du développement durable et de la mer	287	282	3 194	3 221	3 163



Mois de novembre	Cumul à fin novembre 2013		Cumul à fin novembre 2012 retraité		
	AE consommées	CP consommés	AE consommées	CP consommés	
unité : million d'€					
ECONOMIE	565	128	1 776	1 300	1 226
Développement des entreprises et du tourisme (3)	199	78	881	723	652
Tourisme (2)	0	0	0	0	0
Statistiques et études économiques	35	35	424	423	416
Stratégie économique et fiscale	331	15	471	154	158
EGALITE DES TERRITOIRES, LOGEMENT ET VILLE (3)	217	244	6 735	6 799	7 568
Prévention de l'exclusion et insertion des personnes vulnérables	143	169	1 321	1 204	1 161
Aide à l'accès au logement	1	1	4 591	4 591	5 490
Urbanisme, territoires et amélioration de l'habitat (3)	71	72	360	578	410
Politique de la ville (3)	2	3	462	426	507
Conduite et pilotage des politiques de l'égalité des territoires, du logement et de la ville (1)	0	0	0	0	0
ENGAGEMENTS FINANCIERS DE L'ETAT	42	149	56 769	53 446	53 064
Charge de la dette et trésorerie de l'Etat (crédits évaluatifs)	142	142	44 687	44 687	45 733
Appels en garantie de l'Etat (crédits évaluatifs)	5	5	8	8	5
Epargne	-105	0	573	511	620
Majoration de rentes	0	2	100	100	183
Dotations en capital du mécanisme européen de stabilité	0	0	9 785	6 523	6 523
Augmentation de capital de la Banque européenne d'investissement (1)	0	0	1 617	1 617	0
Recapitalisation de Dexia(2)	0	0	0	0	0
ENSEIGNEMENT SCOLAIRE	5 747	5 571	59 022	58 680	57 327
Enseignement scolaire public du premier degré	1 672	1 667	17 424	17 417	16 788
Enseignement scolaire public du second degré	2 627	2 628	27 680	27 671	27 108
Vie de l'élève	448	387	4 026	3 936	3 745
Enseignement privé du premier et du second degrés	574	571	6 575	6 555	6 554
Soutien de la politique de l'éducation nationale	259	219	2 081	1 945	1 930
Enseignement technique agricole	167	99	1 236	1 156	1 202
GESTION DES FINANCES PUBLIQUES ET DES RESSOURCES HUMAINES	1 027	964	10 462	10 403	10 625
Gestion fiscale et financière de l'Etat et du secteur public local	716	740	7 673	7 725	7 818
Stratégie des finances publiques et modernisation de l'Etat	21	15	162	156	199
Conduite et pilotage des politiques économique et financière	84	56	804	772	790
Facilitation et sécurisation des échanges	132	120	1 511	1 464	1 453
Entretien des bâtiments de l'Etat	28	20	156	129	160
Fonction publique	46	14	156	157	205
IMMIGRATION, ASILE ET INTEGRATION	146	42	691	530	524
Immigration et asile	129	35	614	477	447
Intégration et accès à la nationalité française	17	7	76	53	77
JUSTICE	650	657	6 528	6 839	6 636
Justice judiciaire	267	277	2 698	2 764	2 666
Administration pénitentiaire	259	274	2 518	2 808	2 720
Protection judiciaire de la jeunesse	73	63	714	688	685
Accès au droit et à la justice	32	15	323	302	317
Conduite et pilotage de la politique de la justice	19	28	268	273	245
Conseil supérieur de la magistrature	0	0	6	3	3
MEDIAS, LIVRE ET INDUSTRIES CULTURELLES	50	87	982	906	1 126
Presse	28	18	352	340	400
Livre et industries culturelles	13	7	242	182	241
Contribution à l'audiovisuel et à la diversité radiophonique	9	61	252	247	344
Action audiovisuelle extérieure	0	0	136	136	141



unité : million d'€	Mois de novembre		Cumul à fin novembre 2013		Cumul à fin novembre 2012 retraité
	AE consommées	CP consommés	AE consommées	CP consommés	CP consommés
OUTRE-MER	104	115	1 917	1 916	1 844
Emploi outre-mer	19	22	1 319	1 310	1 246
Conditions de vie outre-mer	85	92	599	607	598
POLITIQUE DES TERRITOIRES	27	41	231	254	276
Impulsion et coordination de la politique d'aménagement du territoire	22	34	191	221	232
Interventions territoriales de l'Etat	5	7	40	34	44
POUVOIRS PUBLICS	0	0	991	991	998
Présidence de la République	0	0	103	103	109
Assemblée nationale	0	0	518	518	518
Sénat	0	0	324	324	324
La Chaîne parlementaire	0	0	34	34	35
Indemnités des représentants français au Parlement européen	0	0	0	0	0
Conseil constitutionnel	0	0	11	11	11
Haute Cour	0	0	0	0	0
Cour de justice de la République	0	0	1	1	1
PROVISIONS	0	0	0	0	0
Provision relative aux rémunérations publiques	0	0	0	0	0
Dépenses accidentelles et imprévisibles	0	0	0	0	0
RECHERCHE ET ENSEIGNEMENT SUPERIEUR	933	2 126	25 341	24 822	24 468
Formations supérieures et recherche universitaire	139	113	12 487	12 525	12 261
Vie étudiante	139	259	2 260	2 131	2 106
Recherches scientifiques et technologiques pluridisciplinaires	25	860	4 987	4 601	4 938
Recherche dans le domaine de la gestion des milieux et des ressources	2	189	1 273	1 253	1 215
Recherche spatiale	50	142	1 398	1 348	1 328
Recherche dans les domaines de l'énergie, du développement et de l'aménagement durables	218	194	1 516	1 507	1 124
Recherche et enseignement supérieur en matière économique et industrielle	334	344	850	919	948
Recherche duale (civile et militaire)	1	0	177	176	153
Recherche culturelle et culture scientifique	2	2	106	81	112
Enseignement supérieur et recherche agricoles	23	21	285	281	283
REGIMES SOCIAUX ET DE RETRAITE	261	295	6 438	6 254	6 455
Régimes sociaux et de retraite des transports terrestres	84	168	4 108	4 041	3 966
Régimes de retraite et de sécurité sociale des marins	116	66	840	724	857
Régimes de retraite des mines, de la SEITA et divers	61	61	1 490	1 490	1 632
RELATIONS AVEC LES COLLECTIVITES TERRITORIALES	192	119	2 479	2 407	2 521
Concours financiers aux communes et groupements de communes	128	89	731	636	685
Concours financiers aux départements	21	9	467	450	459
Concours financiers aux régions	0	0	853	853	908
Concours spécifiques et administration	43	20	429	468	469
REMBOURSEMENTS ET DEGREVEMENTS	4 991	4 985	79 789	79 803	84 324
Remboursements et dégrèvements d'impôts d'Etat (crédits évaluatifs)	4 582	4 576	68 546	68 552	73 273
Remboursements et dégrèvements d'impôts locaux (crédits évaluatifs)	409	409	11 243	11 251	11 051
SANTE	119	109	1 219	1 170	1 335
Prévention, sécurité sanitaire et offre de soins	80	108	631	620	701
Protection maladie	39	1	588	550	634
SECURITE	1 498	1 462	16 298	15 966	15 704
Police nationale	821	796	8 810	8 532	8 396
Gendarmerie nationale	662	647	7 374	7 327	7 228
Sécurité et éducation routières (3)	15	18	114	107	80



unité : million d'€	Mois de novembre		Cumul à fin novembre 2013		Cumul à fin novembre 2012 retraité
	AE consommées	CP consommés	AE consommées	CP consommés	CP consommés
SECURITE CIVILE	63	28	389	348	404
Intervention des services opérationnels	23	22	242	233	241
Coordination des moyens de secours	41	6	147	114	163
SOLIDARITE, INSERTION ET EGALITE DES CHANCES	317	362	12 735	12 521	12 408
Lutte contre la pauvreté : revenu de solidarité active et expérimentations sociales	27	4	397	375	407
Actions en faveur des familles vulnérables	18	26	240	222	217
Handicap et dépendance	177	235	10 664	10 490	10 382
Egalité entre les hommes et les femmes	4	3	23	21	18
Conduite et soutien des politiques sanitaires, sociales, du sport, de la jeunesse et de la vie associative	91	94	1 412	1 413	1 384
SPORT, JEUNESSE ET VIE ASSOCIATIVE	44	26	485	465	446
Sport	17	14	241	249	254
Jeunesse et vie associative	28	12	244	217	192
TRAVAIL ET EMPLOI	915	570	11 243	9 354	9 285
Accès et retour à l'emploi	685	354	6 949	5 096	5 145
Accompagnement des mutations économiques et développement de l'emploi	162	148	3 547	3 496	3 356
Amélioration de la qualité de l'emploi et des relations du travail	3	2	37	60	75
Conception, gestion et évaluation des politiques de l'emploi et du travail	65	67	710	702	709
TOTAL DES DEPENSES BUDGETAIRES BRUTES DU BUDGET GENERAL	24 400	23 206	363 270	357 927	363 262

(1) programme crée en 2013

(2) programme supprimé en 2013

(3) changement de libellé en 2013

(4) programme ayant changé de mission en 2013



	Mois		Cumul à fin novembre	
	Novembre	2013	2012 retraité	2012 exécuté
unité : million d'€.				
Impôt sur le Revenu (A)	5 499	68 439	61 983	61 983
Autres impôts directs perçus par voie d'émission de rôles (B)	422	3 772	3 677	6 130
Impôt sur les sociétés (C)	619	48 262	44 046	41 593
Impôt sur les sociétés	614	47 227	44 046	41 593
Contribution sociale sur les bénéfices des sociétés	5	1 035	0	0
Autres impôts directs et taxes assimilées (D)	304	13 327	13 769	13 769
Retenues à la source sur certains bénéfices non commerciaux et de l'impôt sur le revenu	49	537	590	590
Retenues à la source et prélèvements sur les revenus de capitaux mobiliers et le prélèvement sur les bons anonymes	76	4 104	6 405	6 405
Prélèvements sur les bénéfices tirés de la construction immobilière (loi n°63-254 du 15 mars 1963, art. 28-IV)	0	0	0	0
Précompte dû par les sociétés au titre de certains bénéfices distribués (loi n° 65-566 du 12 juillet 1965 art 3)	0	150	1	1
Prélèvement exceptionnel de 25 % sur les distributions de bénéfices	0	1	23	23
Impôt de solidarité sur la fortune	150	4 294	4 847	4 847
Taxe sur les locaux à usage de bureaux, les locaux commerciaux et de stockage	0	34	33	33
Prélèvements sur les entreprises d'assurance	4	104	111	111
Taxe sur les salaires	0	0	0	0
Cotisation minimale de taxe professionnelle	6	63	132	132
Cotisations perçues au titre de la participation des employeurs à l'effort de construction	2	22	14	14
Taxe de participation des employeurs au financement de la formation professionnelle continue	3	25	21	21
Taxe forfaitaire sur les métaux précieux, les bijoux, les objets d'art, de collection et d'antiquité	4	64	92	92
Contribution des institutions financières	0	0	0	0
Taxe sur les surfaces commerciales	1	11	6	6
Cotisation nationale de péréquation de taxe professionnelle	1	6	5	5
Cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises (affectation temporaire à l'Etat en 2010)	0	0	1	1
Cotisation foncière des entreprises (affectation temporaire à l'Etat en 2010)	-13	72	274	274
Recettes diverses	21	3 838	1 214	1 214
Taxe Intérieure de Consommation sur les Produits Energétiques (E)	1 111	12 377	12 253	12 261
Taxe sur la Valeur Ajoutée (F)	15 603	169 672	169 003	169 001
Enregistrement, timbre, autres contributions et taxes indirectes (G)	1 524	16 406	16 299	15 703
Mutations à titre onéreux de créances, rentes, prix d'offices	23	443	491	491
Mutations à titre onéreux de fonds de commerce	9	134	160	160
Mutations à titre onéreux de meubles corporels	0	0	0	0
Mutations à titre onéreux d'immeubles et droits immobiliers	1	13	8	8
Mutations à titre gratuit entre vifs (donations)	71	993	1 282	1 282



unité : million d'€.	Mois	Cumul à fin novembre		
	Novembre	2013	2012 retraité	2012 exécuté
Mutations à titre gratuit par décès	624	7 626	7 002	7 002
Contribution de sécurité immobilière (1)	42	493	596	0
Autres conventions et actes civils	36	418	429	429
Actes judiciaires et extrajudiciaires	0	0	0	0
Taxe de publicité foncière	27	313	329	329
Taxe spéciale sur les conventions d'assurance	10	110	104	104
Taxe additionnelle au droit de bail	0	0	0	0
Recettes diverses et pénalités	8	126	130	130
Timbre unique	22	194	191	191
Taxe sur les véhicules de société	0	0	0	0
Actes et écrits assujettis au timbre de dimension	0	0	0	0
Permis de chasser	0	0	0	0
Droits d'importation	0	0	0	0
Autres taxes intérieures	17	314	329	329
Autres droits et recettes accessoires	0	4	3	3
Amendes et confiscations	88	121	36	36
Taxe générale sur les activités polluantes	23	300	257	257
Cotisation à la production sur les sucres	0	0	0	0
Droit de licence sur la rémunération des débitants de tabacs	3	27	27	27
Taxe et droits de consommation sur les tabacs	0	0	0	0
Garantie des matières d'or et d'argent	0	0	0	0
Taxe spéciale sur certains véhicules routiers	26	158	161	161
Autres droits et recettes à différents titres	1	10	3	3
Taxe sur les achats de viande	0	1	278	278
Taxe spéciale sur la publicité télévisée	2	48	46	46
Redevances sanitaires d'abattage et de découpage	5	47	46	46
Taxe sur certaines dépenses de publicité	0	27	30	30
Taxe de l'aviation civile	0	79	62	62
Taxe sur les installations nucléaires de base	0	579	579	579
Taxes sur les stations et liaisons radioélectriques privées	1	28	27	27
Produits des jeux exploités par la Française des Jeux (hors paris sportifs)	168	1 699	1 772	1 772
Prélèvements sur le produit des jeux dans les casinos	68	680	704	704
Prélèvement sur le produit brut des paris hippiques (2)	80	388	398	398
Prélèvements sur les paris sportifs	23	130	104	104
Prélèvements sur les jeux de cercle en ligne	6	54	63	63
Redevance sur les paris hippiques en ligne	7	81	80	80
Taxe sur les transactions financières	123	634	157	157
Impositions forfaitaires sur les entreprises de réseaux (affectation temporaire à l'Etat en 2010)	0	4	22	22
Autres taxes	10	130	393	393
TOTAL RECETTES FISCALES (A+B+C+D+E+F+G)	25 081	332 255	321 030	320 440
TOTAL RECETTES FISCALES (nettes de remb. et dégrèv.)	20 097	252 452	236 706	236 116

(1) ligne créée en 2013

(2) changement de libellé en 2013



	Mois		Cumul à fin novembre	
	Novembre	2013	2012 retraité	2012 exécuté
unité : million d'€.				
Dividendes et recettes assimilées (A)	36	4 484	3 450	3 450
Produits des participations de l'Etat dans des entreprises financières	0	1 550	1 114	1 114
Contribution de la Caisse des dépôts et consignations représentative de l'impôt sur les sociétés	0	510	106	106
Produits des participations de l'Etat dans des entreprises non financières et bénéficiaires des établissements publics non financiers	36	2 424	2 230	2 230
Autres dividendes et recettes assimilées	0	0	0	0
Produits de domaine de l'Etat (B)	179	1 549	3 048	3 048
Revenus du domaine public non militaire	20	216	213	213
Autres revenus du domaine public	0	94	101	101
Revenus du domaine privé	5	42	41	41
Redevances d'usage des fréquences radioélectriques	3	71	1 570	1 570
Paiement par les administrations de leurs loyers budgétaires	152	1 062	1 070	1 070
Produit de la cession d'éléments du patrimoine immobilier de l'Etat	0	51	40	40
Autres produits de cessions d'actifs	0	0	0	0
Autres revenus du domaine	0	13	13	13
Produits de la vente de biens et de services (C)	82	940	997	997
Remboursement par l'Union européenne des frais d'assiette et de perception des impôts et taxes perçus au profit de son budget	42	369	394	394
Autres frais d'assiette et de recouvrement	33	444	455	455
Rémunération des prestations assurées par les services du Trésor Public au titre de la collecte de l'épargne	1	65	71	71
Produits de la vente de divers biens	0	0	0	0
Produits de la vente de divers services	6	51	68	68
Autres recettes diverses	1	10	9	9
Remboursements et intérêts des prêts, avances et autres immobilisations financières (D)	24	370	525	525
Intérêts des prêts à des banques et à des Etats étrangers	4	184	312	312
Intérêts des prêts du Fonds de développement économique et social	0	1	1	1
Intérêts des avances à divers services de l'Etat ou organismes gérant des services publics	7	26	24	24
Intérêts des autres prêts et avances	0	28	33	33
Avances remboursables sous conditions consenties à l'aviation civile	8	102	118	118
Autres avances remboursables sous conditions	0	8	6	6
Reversement au titre des créances garanties par l'Etat	0	7	15	15
Autres remboursements d'avances, de prêts et d'autres créances immobilisées	4	15	16	16



	Mois		Cumul à fin novembre	
	Novembre	2013	2012 retraité	2012 exécuté
unité : million d'€.				
Amendes, sanctions, pénalités et frais de poursuite (E)	35	587	1 126	1 126
Produits des amendes forfaitaires de la police de la circulation et du stationnement routiers	0	0	459	459
Produits des amendes prononcées par les autorités de la concurrence	6	276	344	344
Produits des amendes prononcées par les autres autorités administratives indépendantes	1	10	13	13
Recouvrements poursuivis à l'initiative de l'Agence judiciaire du Trésor	1	7	24	24
Produits des autres amendes et condamnations pécuniaires	24	276	245	245
Frais de poursuite	2	11	39	39
Frais de justice et d'instance	1	5	0	0
Intérêts moratoires	0	0	1	1
Pénalités	1	2	1	1
Divers (F)	112	1 607	1 732	2 240
Reversements de Natixis	0	0	0	0
Reversements de la Compagnie française d'assurance pour le commerce extérieur	0	0	0	0
Prélèvements sur les fonds d'épargne gérés par la Caisse des dépôts et consignations	0	0	0	0
Divers produits de la rémunération de la garantie de l'Etat	29	299	302	302
Produits des chancelleries diplomatiques et consulaires	12	140	130	130
Redevances et divers produits pour frais de contrôle et de gestion	0	9	8	8
Prélèvement effectué sur les salaires des conservateurs des hypothèques	0	40	0	521
Prélèvements effectués dans le cadre de la directive épargne	0	74	61	61
Commissions et frais de trésorerie perçus par l'Etat dans le cadre de son activité régalienn	0	0	0	0
Frais d'inscription	1	7	8	8
Recouvrement des indemnités versées par l'Etat au titre des expulsions locatives	1	9	10	10
Remboursement des frais de scolarité et accessoires	0	5	6	6
Récupération d'indus	8	37	48	35
Recouvrements après admission en non-valeur	15	164	167	167
Divers versements de l'Union européenne	0	39	0	0
Reversements de fonds sur les dépenses des ministères ne donnant pas lieu à rétablissement de crédits	2	16	4	4
Intérêts divers (hors immobilisations financières)	2	28	27	27
Recettes diverses en provenance de l'étranger	0	0	56	56
Remboursement de certaines exonérations de taxe foncière sur les propriétés non bâties (art.109 de la loi de finances pour 1992)	1	1	2	2
Solte sur reprise de dettes et recettes assimilées	0	0	0	0
Recettes accidentelles	7	225	656	656
Produits divers	2	36	137	137
Autres produits divers	34	478	110	110
TOTAL RECETTES NON FISCALES (A+B+C+D+E+F)	468	9 538	10 878	11 386



	Mois		Cumul à fin novembre	
	Novembre	2013	2012 retraité	2012 exécuté
unité : million d'€.				
Prélèvements sur les recettes de l'Etat au profit des collectivités territoriales	-5 685	-51 627	-51 074	-51 074
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au titre de la dotation globale de fonctionnement	-3 173	-38 324	-38 213	-38 213
Prélèvement sur les recettes de l'Etat du produit des amendes forfaitaires de la police de la circulation et des radars automatiques	0	0	0	0
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au titre de la dotation spéciale pour le logement des instituteurs	-2	-12	-14	-14
Dotation de compensation des pertes de bases de la taxe professionnelle et de redevance des mines des communes et de leurs groupements	-8	-22	-3	-3
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au profit du Fonds de compensation pour la taxe sur la valeur ajoutée (FCTVA)	-1 443	-5 347	-5 327	-5 327
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au titre de la compensation d'exonérations relatives à la fiscalité locale	-78	-1 764	-1 804	-1 804
Dotation élu local	0	-65	-65	-65
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au profit de la collectivité territoriale de Corse et des départements de Corse	0	-36	-40	-40
Compensation de la suppression de la part salaire de la taxe professionnelle	0	0	0	0
Fonds de mobilisation départementale pour l'insertion	-501	-501	0	0
Dotation départementale d'équipement des collèges	0	-326	-329	-329
Dotation régionale d'équipement scolaire	0	-661	-677	-677
Compensation d'exonération de la taxe foncière relative au non-bâti agricole (hors la Corse)	0	0	0	0
Fonds de solidarité des collectivités territoriales touchées par des catastrophes naturelles	0	-2	0	0
Dotation globale de construction et d'équipement scolaire	0	-3	-3	-3
Prélèvement exceptionnel sur les recettes de l'Etat au profit du Fonds de compensation pour la taxe sur la valeur ajoutée (FCTVA)	0	0	0	0
Compensation relais de la réforme de la taxe professionnelle	-1	-69	0	0
Dotation de compensation de la réforme de la taxe professionnelle	-267	-3 102	-3 186	-3 186
Dotation pour transferts de compensations d'exonérations de fiscalité directe locale	-32	-757	-767	-767
Dotation de garantie des reversements des fonds départementaux de taxe professionnelle	-164	-288	-208	-208
Prélèvement sur les recettes de l'Etat spécifique au profit de la dotation globale de fonctionnement	0	0	0	0
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au titre de la Dotation unique des compensations spécifiques à la taxe professionnelle	-13	-332	-434	-434
Dotation de protection de l'environnement et d'entretiens des voiries municipales	0	0	0	0
Dotation de compensation des produits syndicaux fiscalisés	0	-2	-4	-4
Versement complémentaire aux fonds départementaux de taxe professionnelle au titre de 2011	-2	-8	0	0
Dotation de compensation de la réforme de la taxe sur les logements vacants pour les communes et les établissements de coopération intercommunale percevant la taxe d'habitation sur les logements vacants ⁽¹⁾	0	-3	0	0
Prélèvements sur les recettes de l'Etat au profit de l'Union européenne	-868	-20 543	-17 640	-17 640
TOTAL PRELEVEMENTS SUR RECETTES	-6 553	-72 170	-68 714	-68 714
Fonds de concours				
Fonds de concours ordinaires et spéciaux	192	2 920	2 989	2 989
Fonds de concours - coopération internationale	45	336	290	290
TOTAL FONDS DE CONCOURS	237	3 255	3 279	3 279

(1) Ligne créée en 2013



unité : million d'€.

	Mois de novembre		Cumul à fin novembre					
	Dépenses	Recettes	Dépenses		Recettes		Soldes	
			2013	2012 exécuté	2013	2012 exécuté	2013	2012 exécuté
Comptes d'affectation spéciale	4 942	4 529	63 961	60 845	66 229	61 342	2 268	497
Aides à l'acquisition de véhicules propres	21	25	235	171	254	217	19	46
Contrôle de la circulation et du stationnement routiers	22	83	759	1 296	1 300	1 249	541	-47
Développement agricole et rural	8	4	104	111	119	115	15	4
Financement des aides aux collectivités pour l'électrification rurale	46	33	301	230	343	339	42	109
Financement national du développement et de la modernisation de l'apprentissage	61	1	334	470	673	642	339	172
Gestion du patrimoine immobilier de l'Etat	60	22	496	347	349	497	-147	150
Gestion et valorisation des ressources tirées de l'utilisation du spectre hertzien, des systèmes et des infrastructures de télécommunications de l'Etat (1)	132	0	1 064	1 090	0	1 320	-1 064	230
Participation de la France au désendettement de la Grèce	0	0	599	199	1 006	199	407	0
Participations financières de l'Etat	85	1	9 554	7 400	9 960	7 100	406	-300
Pensions	4 486	4 360	50 203	49 286	51 900	49 339	1 697	53
Services nationaux de transport conventionnés de voyageurs	22	0	312	245	325	325	13	80
Comptes de concours financiers	8 922	12 109	98 183	90 450	93 789	83 297	-4 393	-7 153
Accords monétaires internationaux	0	0	0	0	0	0	0	0
Avances à divers services de l'Etat ou organismes gérant des services publics	37	21	3 160	6 711	109	88	-3 051	-6 623
Avances à l'audiovisuel public	287	1 075	3 160	3 291	2 566	2 404	-594	-887
Avances aux collectivités territoriales	7 753	10 193	83 004	79 691	82 243	80 169	-761	478
Avances aux organismes de sécurité sociale	824	819	8 395	0	8 422	0	27	0
Prêts à des Etats étrangers	21	1	440	735	449	635	9	-100
Prêts et avances à des particuliers ou à des organismes privés	0	0	23	22	1	1	-22	-21
Comptes de commerce	485	759	50 096	51 455	50 261	51 550	165	95
Approvisionnement des armées en produits pétroliers, autres fluides et produits complémentaires (1)	58	77	720	724	811	686	91	-38
Cantine et travail des détenus dans le cadre pénitentiaire	13	13	149	148	143	147	-6	-1
Couverture des risques financiers de l'Etat	10	199	1 731	1 112	1 919	1 136	189	24
Exploitations industrielles des ateliers aéronautiques de l'Etat	105	51	472	593	501	520	28	-73
Gestion de la dette et de la trésorerie de l'Etat	289	400	46 820	48 719	46 810	48 966	-10	247
Gestion des actifs carbonés de l'Etat	0	0	129	119	0	29	-129	-90
Lancement de certains matériels aéronautiques et de certains matériels d'armement complexes	0	9	9	3	9	9	0	6
Liquidation d'établissements publics de l'Etat et liquidations diverses	0	0	0	0	0	0	0	0
Opérations commerciales des domaines	3	10	41	35	67	57	27	22
Régie industrielle des établissements pénitentiaires	7	0	25	1	0	0	-25	-1
Renouvellement des concessions hydroélectriques	0	0	1	1	0	0	-1	-1
Comptes d'opérations monétaires	453	98	2 055	2 201	1 591	1 978	-463	-223
Emission des monnaies métalliques	14	5	180	159	211	212	32	53
Opérations avec le Fonds Monétaire International	439	93	1 859	2 022	1 370	1 737	-489	-285
Pertes et bénéfices de change	0	0	16	20	10	29	-5	9
TOTAL COMPTES SPECIAUX	14 803	17 495	214 294	204 951	211 871	198 167	-2 423	-6 784
TOTAL COMPTES SPECIAUX (hors FMI)	14 364	17 402	212 435	202 929	210 501	196 430	-1 934	-6 499

(1) Changement de libellé en 2013



Unité : million d'€		Solde au 31/12/2012	Flux nets de l'année	Solde à fin novembre 2013
Dépôts de fonds au Trésor	Organismes d'assurance et de réassurance	353	137	489
	Organismes à caractère financier			
	Caisse des Dépôts et Consignations	10	-1	10
	La Poste	2	0	1
	Autres organismes à caractère financier	201	160	361
	Total organismes à caractère financier	565	296	861
	CEPL			
	Régions	1 425	-504	921
	Départements	5 029	-2 082	2 947
	Communes	20 110	-2 061	18 049
	Hôpitaux	4 252	28	4 280
	HLM	412	-55	357
	Autres CEPL	19 793	-969	18 824
	Total CEPL	51 021	-5 644	45 378
	Etablissements publics nationaux			
	Etablissements publics nationaux à caractère administratif	10 861	-175	10 685
	Etablissements publics nationaux à caractère industriel et commercial	2 361	180	2 541
Etablissements publics à caractère scientifique, culturel et professionnel	2 006	1 025	3 031	
Etablissements publics à caractère scientifique et technologique	656	521	1 177	
Total établissements publics nationaux	15 883	1 550	17 433	
Gouvernements étrangers et organismes à l'étranger	15 141	-4 721	10 420	
Communautés européennes	148	-104	44	
Autres correspondants du Trésor et comptes rattachés				
Fonds et Fondations	87	-18	70	
GIP	406	53	459	
EPLÉ	1 911	217	2 128	
Autres correspondants	11 271	659	11 931	
Neutralisation des découverts des correspondants du Trésor	0	0	0	
Intérêts courus sur comptes DFT	87	-87	0	
Total autres correspondants du Trésor et comptes rattachés	13 763	824	14 588	
Total Dépôts de fonds du Trésor	96 521	-7 799	88 723	
Comptes à terme	Placements des CEPL sur un compte à terme	1 103	-370	733
	Placements des correspondants (hors CEPL) sur un compte à terme	1 908	1 577	3 485
	Intérêts courus sur comptes à terme	4	-4	0
	Total Comptes à terme	3 015	1 202	4 217
Total Passif (A)		99 536	-6 596	92 940
Créances résultant des placements des deniers pupillaires		1	0	1
Découverts des correspondants du Trésor		0	0	0
Total Actif (B)		1	0	1
SOLDE NET DE LA DETTE DE L'ETAT A L'EGARD DES CORRESPONDANTS (A-B)		99 536	-6 596	92 940



	Solde au 31/12/2012	Flux nets de l'année	Solde à fin novembre 2013
unité : million d'€.			
Dettes négociables (A)	1 386 154	71 674	1 457 828
Obligations Assimilables du Trésor (OAT)	949 739	112 339	1 062 078
<i>dont</i> - <i>taux fixe</i>	786 984	114 146	901 130
- <i>taux variable</i>	142 413	363	142 776
Bons du Trésor à intérêts Annuels (BTAN)	269 815	-53 218	216 597
<i>dont</i> - <i>taux fixe</i>	259 513	-54 657	204 856
- <i>taux variable</i>	9 906	1 378	11 284
Bons du Trésor à taux Fixe (BTF)	166 600	12 553	179 153
Autres titres négociables	0	0	0
Dettes non négociables (B)	235	-3	231
Dettes exigibles	235	-3	231
- OAT	0	0	0
- BTAN	0	0	0
- BTF	0	0	0
- autres titres non négociables	235	-3	231
Autres emprunts (C)	5 790	-1 436	4 353
TOTAL (A+B+C)	1 392 179	70 234	1 462 412



Les chiffres présentés sont les données mensuelles et cumulées depuis le 1^{er} janvier jusqu'à la fin du mois. Les chiffres « exécutés » 2012 correspondent aux données publiées l'année dernière. Les chiffres « retraités » 2012 correspondent aux données exécutées corrigées des changements de périmètre liés à la loi de finances pour 2013.

Autorisation d'engagement (AE)

Elles constituent la limite supérieure des dépenses pouvant être engagées dans l'année.

Catégorie

La catégorie identifie une typologie de dépenses relevant d'un titre.

Comptes spéciaux

Comptes spéciaux dotés de crédits :

Les **comptes d'affectation spéciale** retracent des opérations budgétaires financées au moyen de recettes particulières qui sont, par nature, en relation directe avec les dépenses concernées. Les crédits de ces comptes sont limitatifs.

Les **comptes de concours financiers** retracent les prêts et avances consentis par l'Etat. Un compte distinct est ouvert pour chaque débiteur ou catégorie de débiteurs. Les comptes de concours financiers sont dotés de crédits limitatifs, à l'exception du compte d'Accords monétaires internationaux et du compte de Prêts à des Etats étrangers.

Comptes spéciaux dotés d'autorisations de découverts :

Les évaluations de recettes et les prévisions de dépenses de ces comptes ont un caractère indicatif ; seul le découvert fixé pour chacun d'entre eux a un caractère limitatif.

Les **comptes de commerce** retracent des opérations de caractère industriel ou commercial effectuées à titre accessoire par des services de l'Etat non dotés de la personnalité morale.

Les **comptes d'opérations monétaires** retracent des recettes et des dépenses de caractère monétaire.

Correspondants du Trésor

Déposants de fonds au Trésor Public à titre obligatoire ou non.

Crédit de paiement (CP)

Limite supérieure des dépenses pouvant être ordonnancées ou payées pendant l'année pour la couverture des engagements contractés dans le cadre des autorisations d'engagement.

FMI : Fonds Monétaire International

Fonds de concours

Fonds versés par des personnes morales ou physiques pour concourir avec ceux de l'Etat à des dépenses d'intérêt public.

Mission

Une mission comprend un ensemble de programmes concourant à une politique publique définie. Seule une disposition de loi de finances d'initiative gouvernementale peut créer une mission. Les projets de loi de finances présentent les crédits en missions, détaillées en programmes, eux-mêmes composés d'actions. Une mission regroupe donc un ensemble de programmes concourant à une politique publique définie. Elle peut être interministérielle. Elle constitue l'unité de vote des crédits. Les parlementaires peuvent notamment modifier la répartition des moyens entre programmes d'une même mission.

Le montant global des crédits de la mission ne peut, en revanche, être accru par le Parlement.

Prélèvements sur recettes

Prélèvements effectués sur les recettes de l'Etat au profit des collectivités territoriales et de l'Union européenne.

Programme

Un programme regroupe les crédits destinés à mettre en œuvre une action ou un ensemble cohérent d'actions relevant d'un même ministère et auquel sont associés des objectifs précis, définis en fonction de finalités d'intérêt général, ainsi que des résultats attendus et faisant l'objet d'une évaluation.

Unité de spécialité des crédits, le programme constitue le cadre de gestion opérationnelle des politiques de l'Etat. Le responsable d'un programme a la faculté d'utiliser librement les crédits au sein de l'enveloppe du programme fixée par le Parlement, sous réserve de ne pas dépasser le montant prévu pour les dépenses de personnel et le plafond ministériel des autorisations d'emplois.

R et D : Remboursements et Dégrèvements

Il s'agit de dépenses venant en atténuation de recettes d'impôts d'Etat ou d'impôts locaux. Les remboursements concernent des trop versés d'impôts acquittés par versement spontané. Les dégrèvements sont calculés après l'émission initiale de l'impôt pour rectifier des erreurs ou à la suite de procédures contentieuses. Les restitutions d'impôts, les remises gracieuses et les admissions en non valeurs sont également des dépenses venant en atténuation de recettes.

Solde budgétaire de l'exercice

Solde des opérations d'exécution des lois de finances initiale et rectificatives relatives au budget de l'année courante, intégrant leur imputation en gestion courante et suivante.

Titre

Les dépenses budgétaires de l'Etat sont regroupées sous les titres suivants :

- les dotations des pouvoirs publics ;
- les dépenses de personnel ;
- les dépenses de fonctionnement ;
- les charges de la dette de l'Etat ; ces opérations visent les dépenses (décaissements) liées à la dette de l'Etat ayant un impact sur le solde les remboursements de la dette ne sont donc pas visés ici ;
- les dépenses d'investissement ;
- les dépenses d'intervention ;
- les dépenses d'opérations financières.

Différences d'arrondis

La somme des arrondis n'étant pas égale à l'arrondi d'une somme, des écarts de montants peuvent apparaître entre les tableaux de synthèse et les tableaux de développement. Pour l'ensemble des tableaux, le montant présenté au regard de chaque ligne de détail correspond à la valeur arrondie la plus proche.